



Direction départementale des territoires du Gers

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
Entretien des couverts naturels sur les inter-rangs de vigne
MP_BARM_VI02
du territoire Bas-Armagnac

Campagne 2022

COUVER11

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont d'entretenir la couverture des sols dans l'inter rang de vignes, par la suppression du désherbage, afin de réduire les risques d'érosion du sol et de lessivage ou de ruissellement. Elle répond ainsi à un objectif de protection de la qualité de l'eau par la réduction de l'impact des produits phytosanitaires et de préservation du sol par la lutte contre l'érosion. Par ailleurs, les bandes enherbées dans l'inter-rang contribuent au stockage du carbone dans les sols et à limiter les émissions de N2O.

De plus, l'enherbement des les inter rang de vigne crée des habitats de ponte pour la Cistude et des corridors permettant aux espèces d'intérêt communautaires (Cistude, chauve-souris...) de se déplacer d'un habitat à l'autre ou de chasser.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 109,58 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant minimum à engager est de 300 €. Le montant de votre engagement sur ce territoire est plafonné à un total de 7600 € par an, en raison du plafonnement des crédits du MAA sur ce territoire, à 1900 € par an, lorsque ses crédits interviennent en contrepartie du FEADER.

Pour les GAEC, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité. Ce montant d'aide maximal sera fixé à l'issue de la période de dépôt des demandes d'aides PAC. Concernant les groupements pastoraux (GP) le plafond est multiplié par le nombre de parts.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Le respect des critères suivants conditionne l'éligibilité à la mesure. Ces conditions d'éligibilité **doivent être respectées durant toute la durée de l'engagement. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, vous devez respecter une condition spécifique à cette mesure : vous devez engager un minimum de 10 % des surfaces éligibles de votre exploitation.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Seules peuvent être engagées dans cette mesure, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinanceur au niveau de la mesure, les surfaces en vigne sur lesquelles l'enherbement n'est pas déjà la pratique courante.

Les surfaces en **vigne** sont les cultures relevant, dans le dossier PAC, des libellés de cultures suivants :

- vigne
- raisins de cuve en production et vigne
- raisins de table.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Les demandes d'engagements dans cette mesure seront classées selon les critères généraux de sélection des dossiers individuels retenus au niveau régional. Ces critères généraux sont annexés à la décision, en date du 16/11/2015, de la Commission Permanente du Conseil Régional de Midi-Pyrénées, autorité de gestion du FEADER.

Pour la campagne 2022, la priorité validée en Commission Permanente du 15 avril 2022 après avis favorable du CRAEC est donnée aux contrats dont les engagements arrivent à échéance en mai 2020 ou mai 2021 ou mai 2022.

A ces critères régionaux de sélection, s'ajoutent des critères locaux propres au territoire :

Les zones prioritaires visées sont :

- Les bassins versant prioritaires de la DCE 2015
- Les sites Natura 2000 et leurs zones d'influence
- Les parcelles situées sur le bassin versant ou dans la zone d'influence rapprochée d'un étang suivi par la CATZH.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **16 mai 2022**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous (*cf TO simplifié*).

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Conformément à la réglementation européenne, en cas de modification des normes et exigences ou obligations réglementaires, ou pour permettre l'adaptation au cadre réglementaire de la période de programmation suivante, une clause de révision pourra être appliquée.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Présence d'une couverture sur 100 % des inter-rangs des parcelles engagées	Sur place Visuel et documentaire	Factures d'achat de semences ou du paillage et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respect du type de couverture autorisé sur l'inter-rang : Mélanges multi-espèces couvrant le sol en permanence	Sur place Visuel et/ou documentaire selon les cas	Factures d'achat	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Respect des modalités d'entretien du couvert : - Absence d'intervention mécanique pendant la période du 01/03 au 31/03 et pendant la période du 01/06 au 30/06	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire Principale	A-seuils ¹ - (par tranche de 5 jours d'écart par rapport à la date limite) Totale
Interdiction de traitement herbicide sur les inter-rangs	Sur place Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires ²	Réversible	Principale	Totale
Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation et date)	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale

¹ La gravité sera considérée comme totale si le défaut de tenue du cahier ne permet pas le contrôle effectif de cette obligation

² **La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent mentionner l'identification de la parcelle traitée avec précision de la culture (y compris la variété).

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement
- la date de récolte

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :

- Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;*
- semences utilisées si semences fermières avec les parcelles concernées ;*
- type d'intervention, localisation et dates*
- Définir pour chaque type de couverture autorisée les modalités d'entretien et de renouvellement requises afin que ces dernières soient efficaces pendant la durée de l'engagement (modalités d'entretien annuel du couvert herbacé, modalités de renouvellement, possibilité d'entretien du couvert herbacé par pâturage, etc.).
- Définir une période pendant laquelle toute intervention mécanique est interdite, de manière à être compatible avec le respect de la faune et de la flore visée par la création du couvert. Cette période sera au minimum de 60 jours comprise entre le 1^{er} avril et le 31 août et de préférence entre le 1^{er} mai et le 31 juillet.

Pour info, variables locales entrant dans le calcul de la mesure :

a5 = 100 % où a5 désigne la part des inter-rangs à engager sur une parcelle de vignes

Règles de cumul entre TO combinés :

pas de règles de cumul